

Pour un hebdomadaire syndical commun

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1286

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014979>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domainaine Public

Pour un hebdomadaire syndical commun

IL Y A du renouveau dans la maison syndicale. La FTMH et le SIB ont réussi leur rapprochement. Alors qu'on pouvait craindre une lutte d'influence, on observe plutôt une synergie sans que les partenaires renoncent à leur culture syndicale propre. La présidence commune de l'USS, Christiane Brunner et Vasco Pedrina côte à côte, en est le symbole fort. Et le succès du référendum contre la loi sur le travail a été reçu comme la confirmation que le syndicalisme demeurerait en prise avec l'opinion.

Mais ces réussites indéniables ne sauraient dissimuler les faiblesses. On sait aujourd'hui que le succès du référendum n'aurait pas été national sans l'appui des Eglises et du PDC. On sait depuis toujours que le taux de syndicalisme dans le secteur privé est très bas. Et il est facile de constater que les syndicats ne disposent pas d'outils de communication adaptés à une société ultra-médiatisée.

C'est dans ce contexte nouveau que Jean-Claude Rennwald, secrétaire national, secrétaire central FTMH, a relancé l'idée d'un hebdomadaire syndical commun à toutes, ou presque toutes, les fédérations. L'idée est ancienne, plusieurs fois étudiée, autant de fois remise. *Domaine public* la défendait avec ardeur, il y a quelque trente ans déjà. Mais on avait fini par la ranger au magasin des rêves jamais réalisés. Rouvrons donc le dossier pour cette ultime tentative.

Les conditions de départ sont exceptionnelles, car l'hebdo syndical pourrait être réalisé sans frais de lancement, c'est-à-dire sans risquer les millions nécessaires aujourd'hui pour sortir un nouveau produit de presse. Les abonnés sont aussi nombreux que les cotisants. Pour la Suisse romande, *La Lutte syndicale* (FTMH) et *Le nouveau syndicat* (SIB) garantissent, mis en commun, un tirage de 64000. Il serait possible d'atteindre 80000 ou plus en regroupant autour de ce noyau fort les journaux des syndicats des régies fédérales ou des services publics. La perspective d'une ouverture à la publicité est donc excellente, sans l'encombrement

de la publicité maison qui alourdit tant de pages des hebdomadaires de la Coop et de Migros. Ces conditions réunies sont exceptionnelles: un investissement initial quasi nul, mais des recettes supplémentaires assurées.

Les obstacles ont été recensés, eux aussi: les liens avec une imprimerie que l'on ne veut pas mettre en péril; la production du journal qui est souvent le job principal d'un secrétaire syndical qui peut craindre pour sa fonction, si ce n'est pas pour son emploi. Enfin il est affirmé que le lecteur s'intéresse plus aux sujets professionnels qui le concernent qu'aux thèmes plus généraux, que les médias traitent déjà abondamment.

Premières réponses aux objections. Les responsables syndicaux ne seront pas absents du journal commun. Ils en seront les éditorialistes; ils y prendront position. Deuxièmement, il est faux d'imaginer que la vie professionnelle d'autres métiers n'intéresse pas tous les lecteurs pour autant qu'elle soit

*Informez sur la variété
des expériences,
ouvrez une tribune,
imaginez le futur*

présentée avec talent, illustrée de manière originale. C'est ça aussi la «maison commune». Enfin la lisibilité de l'hebdo devrait être assurée par des journalistes professionnels de

haut niveau. La couverture de ces dépenses salariales supplémentaires serait assurée par les économies de rationalisation et les recettes publicitaires. Dans l'ensemble, le nouveau produit serait créateur d'emplois. Mais surtout qu'on évite les formules hybrides, du genre pages communes et encarts spécifiques. On souhaite un concept franchement nouveau et non pas l'existant amélioré par des pages communes.

L'USS vient d'ouvrir le débat sur la réduction de la durée du travail. Les dirigeants savent que l'exercice ne se résume pas à la rédaction d'une initiative constitutionnelle, mais qu'il faut informer sur la variété des expériences vécues ou imaginées, ouvrir une tribune, imaginer le futur. Tout cela n'est pas possible avec les outils médiatiques actuels. Les syndicats ne peuvent, sans se donner d'abord les supports indispensables, développer des projets de société aussi ambitieux. AG